

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 48

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

DES NOUVELLES DU FRONT.

Face au climat de guerre civile larvée entre les communautés religieuses irakiennes, l'ambassadeur américain à Bagdad a menacé de couper les vivres au gouvernement d'Ibrahim Djaafari. A propos d'argent, une étude de Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, et Linda Bilmes, de l'université de Harvard, révèle que le coût du conflit en Irak a été fortement sous-évalué par l'administration Bush. Si l'occupation américaine se prolonge jusqu'en 2010, estiment les économistes, la facture s'élèverait à 2 000 milliards de dollars, en incluant les pensions à payer pour les morts et les blessés de l'armée US.

LA FINE EQUIPE.

« Jacques Chirac tente de faire oublier les couacs de ses ministres », titrait en première page Le Monde du 21 février. Comment ? En se livrant à diverses mises au point auprès des journalistes qui l'accompagnaient dans son voyage en Thaïlande et en Inde. Et le quotidien de citer le cafouillage de Michèle Alliot-Marie sur le désamiantage du Clemenceau, les propos de l'ineffable Douste-Blazy sur le programme nucléaire iranien, ou encore les déclarations contradictoires de François Loos (ministre délégué à l'Industrie) à propos de l'OPA de Mittal contre Arcelor. Voilà un gouvernement qui fait désordre.

RELEVONS NOTRE MANCHE.

Ainsi s'intitule le bulletin distribué à 5000 exemplaires par les adhérents de la Gauche Républicaine sur Cherbourg et le Nord Cotentin. L'édito est consacré à l'agriculture qui occupe les trois quarts du territoire de ce département. En trois ans le secteur agricole a perdu 7% de ses effectifs. En ligne de mire : la Politique Agricole Commune. Albert de Monaco céréalier en Picardie, loin de sa principauté se voit attribuer 300 000 Euros pendant qu'on étouffe les petits exploitants Combat Républicain se devait de saluer cette publication et s'engage à se faire l'écho des informations locales qui lui seront adressées

TOUT POUR LE SUCCES DU 7 MARS.

La mobilisation contre le Contrat Première Embauche s'intensifie. La journée d'action du 7 mars doit constituer une étape importante du mouvement. FO a lancé un mot d'ordre de grève interprofessionnelle et pourrait être suivie dans ce sens par d'autres confédérations. En attendant, signez et faites signer la pétition pour le retrait du CPE proposée par 11 formations de gauche, dont la Gauche Républicaine.

EDITO: L'ECONOMIE MONDIALE SUR UN SEUL MOTEUR

Le voyage du VRP Jacques Chirac en Inde a orienté un instant les projecteurs sur l'un des grands pays « émergents », qui, avec le Brésil, la Russie et la Chine (le BRIC pour reprendre le jargon des économistes), se distingue par un taux de croissance beaucoup plus élevé que la moyenne mondiale. Mais alors que le président français était reçu à New Delhi, un chiffre est venu confirmer le formidable déséquilibre qui caractérise l'économie mondiale malgré les performances enregistrées par le quatuor du BRIC. Les Etats-Unis ont enregistré en 2005 un nouveau déficit record de leur balance commerciale : 725 milliards de dollars, soit 17, 5% de plus qu'en 2004 !

Les Américains vivent à crédit. L'endettement des ménages s'élève à 125% de leur revenu annuel, et la consommation aux USA représente les deux tiers du PIB contre 20% en moyenne mondiale. Autrement dit, les uns « triment », à Sao Paulo ou à Shanghai, et les autres consomment. Le capital a délocalisé – et continue de le faire – des pans entiers de l'économie mondiale pour pouvoir bénéficier dans les nouveaux ateliers de l'Asie ou d'ailleurs d'une main d'œuvre à coût infime, taillable et corvéable comme à l'époque de l'accumulation primitive dans l'Europe industrielle.

Nous sommes donc loin du monde multipolaire annoncé par les hérauts de la mondialisation financière. Que de nouveaux pôles économiques se développent sur la planète, soit. Mais l'économie mondiale tourne autour d'un seul axe : l'hyper puissance américaine, qui se permet de vivre très au-dessus de ses moyens grâce à sa supériorité militaire et technologique.

Dans un livre récemment publié aux Etats-Unis, Flying on one engine (Vol sur un seul moteur)*, seize économistes et analystes financiers enfoncent le clou. Ils estiment que depuis dix ans 60% de la croissance mondiale dépend de l'économie américaine, et en particulier de la consommation à crédit des ménages et des entreprises. Symétriquement, la spectaculaire croissance de la Chine est extrêmement dépendante de la demande intérieure aux Etats-Unis, puisque 35% des exportations chinoises sont destinées à ce pays. On imagine sans peine les dégâts que provoquerait en Chine un brusque tarissement du marché américain, si bien que Pékin est aussi devenu l'un des principaux bailleurs de fonds de l'Amérique, vers laquelle elle recycle ses excédents en devises.

Or, préviennent nos auteurs, une économie mondiale à un seul réacteur court de très grands risques. Que ce passerait-il en cas de ralentissement de la consommation, si par exemple, comme le pronostiquent de nombreux économistes, la « bulle immobilière » éclatait, alors que les ménages ont souvent gagé leurs dettes sur la valeur de leur logement ? Ou si le cours du dollar baissait ? Pour reprendre l'avertissement de Kenneth Rogoff, professeur à l'université de Harvard, « il est assez risqué que l'économie mondiale vole sur un seul moteur. Mais il est encore plus risqué qu'elle atterrisse sur une seule roue ».

Suite page 2

* « Flying on one engine », sous la direction de Thomas R. Keene, édition Bloomberg

De fait, l'économie mondialisée par la finance est non seulement source de destruction des acquis sociaux et d'aggravation des inégalités ; elle peut aussi déclencher des cataclysmes dont nous avons connu les prémises avec la « crise asiatique » de 1997, qui fit tomber comme autant de châteaux de cartes les économies de pays réputés « prospères ».

Au niveau mondial aussi, il faut donc changer de cap. Renouer un dialogue Nord-Sud afin de développer de véritables partenariats, tel devra être l'un des axes de la

politique extérieure d'une France républicaine. Il ne s'agira pas seulement de vendre et d'acheter, mais de déterminer des objectifs communs, de planifier échanges et investissements par des contrats pluriannuels. Mais pour faire entendre la voix de la justice et nos valeurs républicaines dans le concert des nations, il faut une Assemblée Nationale élue pour mener une politique alternative au libéralisme, un Gouvernement qui l'exécute, et un chef de l'Etat d'une stature morale et intellectuelle incontestable, engagé dans la construction d'un nouvel ordre mondial.

HUMEURS : LA DANGEREUSE DERIVE DE LA DOCTRINE NUCLEAIRE FRANCAISE.

Le député PCF des Hauts-de-Seine, Jacques Brunhes, membre de la commission de la Défense à l'Assemblée nationale, réagit au « discours de l'Île-Longue » prononcé par Jacques Chirac le 19 janvier. Extraits de sa tribune libre publiée dans l'Humanité du 22 février.

A l'Île-Longue, le président a innové à double titre. Il a spécifié, en l'élargissant, le concept d'« intérêts vitaux » protégés par la dissuasion. Ceux-ci ne se limitent plus à « l'intégrité de notre territoire, à la protection de notre population, au libre exercice de notre souveraineté ». la garantie de nos approvisionnements stratégiques et la défense de nos alliés sont mentionnées comme pouvant entrer dans ce champ. Ainsi, il ne s'agit plus seulement, pour la France, de proposer que son armement nucléaire contribue à la sécurité de l'Europe mais de protéger par sa dissuasion des alliés, éventuellement au-delà des limites du continent européen ; Or une telle « sanctuarisation élargie » implique le renforcement de la stratégie de riposte flexible, c'est-à-dire l'emploi de l'arme nucléaire (...)

Si demain, dans le cadre d'un bras de fer avec les puissances occidentales, l'Iran utilisait l'arme du pétrole, la France s'engagerait-elle avec son allié américain dans une opération de frappe nucléaire ciblée ? On est loin de la logique de l'arme du dernier ressort destinée à ne pas être utilisée, mais pleinement dans une logique d'emploi, impliquant d'accroître « la flexibilité et la réactivité de nos forces stratégiques ». Cet abaissement du seuil nucléaire signifie, qu'on le veuille ou non, la banalisation de l'arme de destruction massive.

Le président Chirac a également précisé, et c'est la deuxième nouveauté, que la dissuasion nucléaire s'appliquera aux « dirigeants d'Etats qui auraient recours à des moyens terroristes contre nous ». On ne sait comment interpréter précisément cette déclaration. S'agit-il de dissuader préventivement des Etats tentés d'organiser en France des attentats terroristes ou de riposter à ces attentats une fois qu'ils auront été commis ? Mais la menace nucléaire est-elle crédible face à un pays organisant dans la clandestinité des attentats qui, pour terribles qu'ils soient, ne sauraient en aucun cas présenter, dans l'avenir prévisible, la

dimension de destruction justifiant une frappe nucléaire ? Cette stratégie dite « du fort au fou », puisqu'il s'agit de dissuader des Etats qui, par « fanatisme et intolérance », pourraient commettre « toutes les folies », est un non-sens. Quelle menace pourrait dissuader un régime considéré comme irrationnel et a fortiori fou ? L'efficacité de la dissuasion nucléaire suppose une certaine rationalité des adversaires.

Doit-on considérer que la France s'engage dans la logique des frappes préventives à l'instar des Etats-Unis ? Les dérapages et l'extrême dangerosité de la stratégie américaine d'attaque préventive des « Etats voyous » ne sont un mystère pour personne, surtout pas pour le président de la République qui s'est opposé à la guerre en Irak. Le seul « Etat voyou » qui échappe à la menace d'intervention armée des Etats-Unis est la Corée du Nord. Entre autres facteurs, parce qu'elle est de facto une puissance nucléaire ?

Ne sous-estimons pas les conséquences déstabilisantes de cette lecture dans les pays qui ont la capacité de se lancer dans la voie du nucléaire militaire. (...) Désormais, la menace de riposte nucléaire vise des Etats soupçonnés de tentations terroristes, comme l'Iran, mais qui ne détiennent pas l'arme nucléaire. En faisant cette annonce, le président de la République va à l'encontre de l'engagement pris par la France, lors de la prorogation du traité de non-prolifération de 1994, de ne pas utiliser d'armes nucléaires contre des pays non-nucléaires. Comment persuader des Etats de respecter le traité de non-prolifération lorsque soi-même on annonce une doctrine nucléaire contraire à ce même traité ?(...)

Il est totalement inadmissible que le président de la République prenne seul, même s'il est constitutionnellement le chef des armées, des décisions qui engagent de manière aussi cruciale l'avenir de notre pays. Ce fonctionnement « monarchique » de notre République doit cesser.